



DÉVELOPPEMENT
MÉDIAS

TALK PAIX

FAIRE FACE A LA

DESINFORMATION

*Les enseignements et les propositions des
rencontres régionales du projet Talk Paix
Au Cameroun*

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	1
2	CADRE THEORIQUE	2
2.1	Les causes de la désinformation	3
2.1.1	Les informations fausses	4
2.1.2	Les informations décontextualisées	4
2.1.3	Les informations trompeuses	5
2.2	Les cibles de la désinformation	5
2.2.1	Les leaders d'opinion	5
2.2.2	Les groupes ethniques	5
2.2.3	Les institutions	6
2.3	Les conséquences de la désinformation	6
2.3.1	Conséquence sur la paix	7
2.3.2	Conséquence sur la démocratie	7
2.3.3	Conséquence sur développement	7
2.4	Quelques acteurs de la désinformation au Cameroun	7
2.4.1	Les acteurs politiques	7
2.4.2	Les médias (professionnels et non professionnels)	8
2.4.3	Les acteurs étrangers	8
2.5	Quelques initiatives de lutte contre la désinformation au Cameroun	9
2.6	Perspectives de la désinformation au Cameroun	11
3	METHODOLOGIE	13
4	RESULTATS ET DISCUSSION	15
4.1	Profil des Participants	15
4.2	Analyse dans Tropes® 8.4	17
4.2.1	Univers de référence :	17
4.2.2	Propositions remarquables	19
4.3	Analyse SWOT	24
5	CONCLUSION	25
6	REFERENCES	26
7	ANNEXES	28

LISTE DES FIGURES

<i>Figure 1 : Nombre De Recommandations Par Atelier</i>	<i>15</i>
<i>Figure 2 : Ventilation Des Participants Par Sexe</i>	<i>16</i>
<i>Figure 3 : Repartition Des Participants Par Categorie</i>	<i>16</i>
<i>Figure 4 : Repartition Par Ville De Residence.....</i>	<i>17</i>
<i>Figure 5 : Graphe Acteurs De L'univers De Reference 1</i>	<i>18</i>
<i>Figure 6 : Aires De L'univers De Reference 1.....</i>	<i>18</i>
<i>Figure 7 : Graphe Acteurs Univers De References 2.</i>	<i>19</i>
<i>Figure 8 : Aires De L'univers De Reference 2</i>	<i>19</i>

INTRODUCTION

La désinformation, définie comme la diffusion intentionnelle de fausses informations, est un phénomène ancien et persistant qui affecte de nombreux domaines de la vie sociale, politique, économique, sanitaire et sécuritaire. Elle constitue un défi majeur pour la paix, la démocratie, le développement, en particulier dans les pays confrontés à des crises ou à des conflits, comme le Cameroun.

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale, composé de dix régions, dont deux anglophones (le Nord-Ouest et le Sud-Ouest) et huit francophones. Il est marqué par une diversité culturelle, linguistique, religieuse et ethnique, qui fait sa richesse mais aussi sa complexité. Depuis 2016, le Cameroun traverse une crise socio-politique, qui oppose les séparatistes anglophones aux forces de sécurité gouvernementales, et qui a fait des milliers de morts, de blessés et de déplacés. Cette crise s'ajoute à d'autres défis auxquels le pays doit faire face, tels que la lutte contre le terrorisme depuis 2014, la pandémie de Covid-19 en 2020, la pauvreté, la corruption, les violations des droits de l'homme. A cela, il faut ajouter en perspective, le calendrier électoral qui sauf changement prévoit en 2025 les élections municipales, législatives et présidentielles. C'est une année qui est donc à surveiller de près avec le risque élevé de création et diffusion des discours de haine et de désinformation. Si rien n'est fait pour endiguer ce phénomène, certains analystes pensent que 2025 risque d'être un « remake de 2018 »¹.

Dans ce contexte, la désinformation joue un rôle sournois, en alimentant les tensions, les violences, les divisions, les rumeurs, les stéréotypes, les préjugés, les discriminations, les manipulations, les radicalisations. Elle affecte la crédibilité et la responsabilité des médias, la confiance et la participation des citoyens, la légitimité et la stabilité des institutions, la cohésion et le vivre-ensemble de la nation. Elle représente donc une menace pour la paix au Cameroun, qui nécessite une prise de conscience et une mobilisation de tous les acteurs concernés.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le projet Talk Paix, financé par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères français et par CFI en tant que chef de fil et plusieurs partenaires camerounais ADISI-Cameroun. Ce projet vise à renforcer les médias et la société civile au service de la paix au Cameroun, en les formant à la production d'informations fiables, vérifiées et inclusives, ainsi qu'à la promotion du dialogue et de la résolution pacifique des conflits. Dans le cadre de ce projet, quatre rencontres régionales ont été organisées à Limbe, Bafoussam, Garoua et Yaoundé, pour réunir des représentants des administrations locales, des médias locaux et de la société civile, afin de discuter des enjeux de la désinformation et des solutions possibles pour y faire face de manière synergétique.

Le présent rapport d'étude, réalisé par et à l'initiative d'ADISI-Cameroun, se base sur les données collectées lors de ces rencontres

¹ DataCameroon. (2023a, 1 novembre). *Analyse : Vers la polarisation de la désinformation en Afrique.*

DataCameroon. <https://datacameroon.com/analyse-vers-la-polarisation-de-la-desinformation-en-afrique/>

régionales, pour dresser un état des lieux de la désinformation au Cameroun, à partir du diagnostic et des propositions des acteurs locaux. Il s'agit de répondre à la question générale suivante : Comment la désinformation constitue-t-elle un défi pour la paix au Cameroun et quelles sont les solutions proposées par les acteurs locaux réunis par le projet Talk Paix ? Pour ce faire, nous avons énoncé les objectifs spécifiques suivants :

- Analyser les causes, les formes, les cibles et les conséquences de la désinformation au Cameroun ;
- Identifier les acteurs impliqués dans la désinformation au Cameroun ;
- Évaluer les impacts de la désinformation sur la paix, la cohésion sociale la démocratie et le développement Cameroun ;
- Formuler des recommandations pour renforcer la lutte contre la désinformation au Cameroun

Pour atteindre ces objectifs, nous avons adopté une approche méthodologique qualitative, basée sur l'analyse de contenu des rapports des rencontres régionales, à l'aide du logiciel Tropes[®] et du modèle SWOT. Nous avons respecté les aspects éthiques de la recherche, en citant les sources, en protégeant les données à caractère personnel et en reconnaissant les limites de notre travail.

Le rapport d'étude est structuré comme suit : après cette introduction, nous présenterons le cadre théorique de la recherche, en définissant

et en catégorisant la désinformation, en faisant la revue de la littérature sur la désinformation en Afrique et au Cameroun, en présentant le projet Talk Paix et ses objectifs, et en présentant les rencontres régionales organisées par le projet. Ensuite, nous décrirons la méthodologie de la recherche, en présentant l'approche, le corpus, les catégories, les outils et les aspects éthiques de l'analyse. Puis, nous exposerons les résultats de l'analyse, en présentant les données, en les analysant et en les interprétant, et en résumant les principaux constats. Après, nous discuterons les résultats, en reconnaissant les limites de la recherche, et en soulignant les implications de la recherche. Enfin, nous conclurons le rapport, en synthétisant les résultats, en répondant à la question et aux objectifs de recherche, en proposant des recommandations pour la lutte contre la désinformation au Cameroun, et en ouvrant vers des perspectives de recherche futures.

Nous espérons que ce rapport d'étude contribuera à une meilleure compréhension et à une meilleure lutte contre la désinformation au Cameroun, dans le but de promouvoir la paix, la démocratie et le développement dans ce pays. Nous remercions tous les partenaires du projet Talk Paix, ainsi que tous les participants aux rencontres régionales, pour leur implication et leur collaboration. Nous restons à la disposition de toute personne intéressée par ce sujet, pour tout échange ou toute suggestion.



Cadre théorique

La désinformation est un phénomène complexe et multidimensionnel, qui peut être défini et typé de différentes manières selon les approches et les perspectives adoptées. Dans ce rapport, nous nous appuyons sur la définition proposée par le Dictionnaire de l'Académie française, qui considère la désinformation comme « Action particulière ou continue qui consiste, en usant de tous moyens, à induire un adversaire en erreur ou à favoriser chez lui la subversion dans le dessein de l'affaiblir »². Nous distinguons la **désinformation** de la **mésinformation**, qui désigne « l'action de communiquer des informations erronées, sans intention de nuire », et de la **malinformation**, qui désigne « l'action de communiquer des informations vraies, mais dans le but de nuire »³.

Cependant, il est important de souligner qu'en l'état actuel des choses, « Il n'existe pas à l'échelle internationale de définition consensuelle de la notion de désinformation. Cette lacune peut s'expliquer par différents facteurs : d'une part, la délimitation stricte entre faits et mensonges ne va pas toujours de soi, et, d'autre part, la présence ou l'absence d'intention de nuire n'est pas toujours facile à établir en fonction d'un contexte donné »⁴.

La désinformation peut prendre différentes formes, selon le degré de falsification, le mode de diffusion, le type de contenu, le domaine de référence, le public visé, Parmi les formes les plus courantes de désinformation, on peut citer :

- *Les fausses nouvelles (fake news),*
- *Les rumeurs,*
- *Les théories du complot,*
- *Les canulars,*
- *Les trolls,*
- *Les bots,*
- *Les deepfakes*

Ces formes de désinformation peuvent avoir des effets négatifs sur la connaissance, la perception, l'attitude et le comportement des individus et des groupes, ainsi que sur la confiance, la crédibilité, la responsabilité et la légitimité des institutions et des acteurs sociaux⁵.

C'est un phénomène ancien et persistant, qui a connu une amplification avec le développement des technologies de l'information et de la communication, notamment l'internet, les réseaux sociaux, les médias numériques, l'intelligence artificielle. Ces technologies ont facilité la production, la circulation et la réception de la désinformation, en offrant des moyens rapides,

² Académie française. (2021). Dictionnaire de l'Académie française. Consulté le 8 février 2024 sur <https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9D191>

³ Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making. Council of Europe. P5 Consulté le 13 février 2024 sur <https://rm.coe.int/information-disorder-toward-an-interdisciplinary-framework-for-research/168076277c>

⁴ De La Brosse, R., Furnémont, J.-F., & Ousmane, A. (S. D.). La Lutte Contre La Désinformation Dans Les Politiques Publiques Francophones : État Des Lieux Comparatif. Organisation Internationale de la Francophonie. p8

⁵ SAA NGOUANA, R. (2022). Comprendre et combattre la désinformation. Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES). P2 Récupéré sur <https://www.ceides.org/wp-content/uploads/2022/12/Comprendre-et-combattre-la-desinformation.-pdf-1.pdf> Consulté le 6 février 2024 sur <https://www.ceides.org/wp-content/uploads/2022/12/Comprendre-et-combattre-la-desinformation.-pdf-1.pdf>

accessibles, interactifs et diversifiés de communiquer et de s'informer. Elles ont également permis l'émergence de nouveaux acteurs, de nouvelles pratiques et de nouveaux enjeux liés à la désinformation, tels que les influenceurs, les vérificateurs, les lanceurs d'alerte, les activistes, les hackers⁶.

C'est un phénomène « glocal », qui touche tous les pays et toutes les régions du monde, mais qui présente des spécificités selon les contextes culturels, politiques, économiques et sociaux. En Afrique, la désinformation est un enjeu majeur pour la démocratie, le développement, la sécurité, en particulier dans les pays confrontés à des crises ou à des conflits, comme le Cameroun⁷.

Pour mieux situer la désinformation en Afrique et au Cameroun, il est important de la cerner. Nous avons ainsi pu synthétiser les connaissances existantes sur le phénomène de la désinformation, en mettant en évidence les convergences, les divergences, les lacunes et les perspectives de recherche.

2.1 LES CAUSES DE LA DESINFORMATION

La désinformation est un phénomène multifactoriel, qui résulte de la combinaison de facteurs individuels, collectifs, institutionnels, technologiques, culturels, politiques, et économiques. Parmi les facteurs individuels, on peut citer les biais cognitifs, les motivations affectives, les intérêts personnels, et les croyances préexistantes⁸. Dans les facteurs collectifs, on peut citer les normes sociales, les identités de groupe, les influences interpersonnelles, ou les réseaux sociaux⁹. Pour ce qui est des facteurs institutionnels, les régimes politiques, les systèmes médiatiques, les cadres juridiques, les acteurs étatiques ou non étatiques, font la part belle de ces facteurs¹⁰.

Les facteurs technologiques quant à eux regroupent les algorithmes, les plateformes, les outils, les formats, et les modes de diffusion¹¹. Au rang des facteurs culturels qui se rapprochent un peu des facteurs collectifs, on peut citer les valeurs, les normes, les pratiques, les symboles, et les langues. Parmi les facteurs politiques, on peut citer les idéologies, les partis, les élections, les conflits, les crises. En dernière occurrence les facteurs économiques se rapprochent des intérêts financiers, des modèles d'affaires, des marchés, et parfois même des publicités¹².

Les Formes Courantes de Désinformation au Cameroun Si la désinformation peut de manière générale prendre diverses formes tel que les fausses nouvelles (fake news), les rumeurs, les théories du complot, les canulars, les trolls, les deepfakes. Au Cameroun, c'est un phénomène qui peut se décliner en sus des informations fausses sous formes d'informations décontextualisées, informations trompeuses, les montages selon le rapport sur le désinformation au Cameroun, en

⁶ *Studies*, T. a. C. F. S. (2023, February 9). *Cartographie de la désinformation en Afrique – Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique*. Centre D'Études Stratégiques De L'Afrique. <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-desinformation-en-afrique/>

⁷ Gatanazi, E. (2023, March 23). *Campagne de désinformation au Niger, un lien avec Wagner?* dw.com. <https://www.dw.com/fr/niger-campagne-de-desinformation/a-65099054>

⁸ Lazer, D., Baum, M., Benkler, Y., Berinsky, A. J., Greenhill, K. M., Menczer, F., Metzger, M. J., Nyhan, B., Pennycook, G., Rothschild, D., Schudson, M., Sloman, S. A., Sunstein, C. R., Thorson, E., Watts, D. J., & Zittrain, J. (2018). *The science of fake news*. *Science*, 359(6380), 1094–1096. <https://doi.org/10.1126/science.aao2998>

⁹ Jack, C. (2017, August 9). *Lexicon of lies*. Data & Society. <https://datasociety.net/library/lexicon-of-lies/>

¹⁰ Benkler, Y., Farris, R., & Roberts, H. (2018). *Network propaganda*. In Oxford University Press eBooks. <https://doi.org/10.1093/oso/9780190923624.001.0001>

¹¹ Tandoc Jr, E. C., Lim, Z. W., & Ling, R. (2017). *Defining "fake news"*. *Digital journalism*, 6(2), 137-153.

¹² Allcott, H., & Gentzkow, M. (2017). *Social media and fake news in the 2016 election*. *Journal of Economic Perspectives*, 31(2), 211-236. Consulté le 9 février 2024 sur <https://web.stanford.edu/~gentzkow/research/fakenews.pdf>

RCA et en France¹³ qui a été élaboré en réponse à l'appel à projets «jumelage entre initiatives francophones de lutte contre la désinformation» proposé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Ce projet a réuni l'Observatoire Pharos, ADISI-Cameroun et le Consortium des Journalistes centrafricains de lutte contre la désinformation (CJCLD).

2.1.1 Les Informations Fausses

Ce sont des informations fabriquées ou déformées, qui imitent le style et le format des médias d'information, et qui visent à induire en erreur, à manipuler ou à influencer le public. Les informations fausses représenteraient 48% des informations traités par les médias de vérification au Cameroun en 2022¹⁴.

Elles couvrent divers sujets et prennent diverses déclinaisons, elles peuvent être diffusés sous diverses formes multimédias. Les informations fabriquées ou déformées, souvent qualifiées de "fake news", sont un phénomène préoccupant dans le paysage médiatique moderne. Elles sont conçues pour ressembler à de véritables reportages et peuvent être particulièrement convaincantes. Au Cameroun, comme dans de nombreux autres pays, ces fausses informations peuvent avoir des conséquences graves, influençant l'opinion publique et pouvant même affecter les résultats électoraux. Par exemple, une rumeur infondée diffusée en ligne peut rapidement se propager, semant la confusion et la méfiance parmi la population. Les efforts de vérification des faits sont donc essentiels pour démêler le vrai du faux et maintenir une société bien informée.

Pour illustrer, prenons l'exemple d'une fausse nouvelle qui prétendait qu'un homme politique célèbre avait été impliqué dans un scandale financier. Malgré l'absence de preuves, cette histoire a été partagée des milliers de fois sur les réseaux sociaux, ternissant la réputation de l'individu concerné. Dans un autre cas, une vidéo manipulée a été utilisée pour suggérer qu'un groupe de manifestants avait commis des actes de violence, alors que les images originales montraient une scène tout à fait pacifique. Ces exemples démontrent la rapidité avec laquelle les informations peuvent être altérées et la difficulté de combattre la désinformation une fois qu'elle a été largement diffusée.

2.1.2 Les informations décontextualisées

Les informations décontextualisées sont un phénomène courant dans l'ère de l'information où la rapidité de diffusion est privilégiée parfois au détriment de l'exactitude. Un exemple classique est celui des images ou vidéos historiques qui sont partagées comme si elles étaient actuelles, induisant le public en erreur sur leur pertinence ou leur signification dans le contexte actuel. Un autre exemple peut être des citations célèbres attribuées à tort à des personnalités qui ne les ont jamais prononcées, modifiant ainsi la perception publique de ces figures. De plus, des statistiques ou des données peuvent être extraites de leur contexte original et utilisées pour appuyer un argument qui n'est pas nécessairement valide dans le nouveau contexte appliqué. Ces pratiques peuvent avoir des conséquences sérieuses, telles que la manipulation de l'opinion publique ou la désinformation. Il est donc crucial de vérifier les sources et de comprendre le contexte original des informations avant de les partager ou de les utiliser dans un argumentaire.

¹³ Adisi-Cameroun. (2022, 19 décembre). *Rapport sur la Désinformation. ADISI - CAMEROUN*. <https://adisicameroun.org/2022/12/19/rapport-sur-la-desinformation/P5>

¹⁴ Adisi-Cameroun, Op. Cit. P28



2.1.3 Les informations trompeuses

On le retrouve le plus souvent dans les discours et autres déclarations publiques qui utilisent des styles directs. Comme ce fut le cas avec la vidéo montrant l'exécution sommaire de 02 femmes et 02 enfants par des militaires Camerounais dans la région de l'extrême nord. Le 11 juillet 2018, au lendemain de la diffusion de cette vidéo très violente, le gouvernement camerounais, par la voix de son porte-parole, avait initialement qualifié la vidéo de "fake-news" et d'"horrible trucage"¹⁵, avant de faire volteface et annoncer l'arrestation des sept prévenus dans le cadre de cette affaire en août 2018¹⁶.

2.2 LES CIBLES DE LA DESINFORMATION

La désinformation peut viser différentes cibles au Cameroun, selon les intentions, les objectifs, les stratégies, les canaux de transmission utilisés par les officines des fausses informations. Parmi les cibles les plus courantes de la désinformation dans le pays, on peut citer les leaders d'opinion, les groupes ethniques et les institutions étatiques.

2.2.1 Les leaders d'opinion

Les personnalités publiques, les journalistes et les influenceurs sont souvent ciblés dans le but de discréditer leur crédibilité et leur influence. La diffusion d'informations fausses peut avoir un impact significatif sur la perception du public envers les leaders d'opinion. Par exemple, si une personnalité politique est faussement accusée de changer d'allégeance, comme c'est fut le cas pour Henriette Ekwe dans une actualité assez récente¹⁷, cela pourrait altérer la confiance que le public lui accorde et influencer négativement sa réputation. Ainsi, la propagation de fausses informations concernant un leader d'opinion peut non seulement nuire à sa crédibilité mais aussi perturber le dialogue démocratique en semant la confusion et le scepticisme parmi le public.

Un autre exemple sont les rumeurs qui ont circulé en Septembre 2022 prétendant que Maurice Kamto, président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), avait appelé à une insurrection au Cameroun. Cependant, après une analyse approfondie par des experts, la lecture du code pénal camerounais et l'examen de la communication de Kamto, il a été conclu que ces allégations étaient fausses. En réalité, Kamto avait organisé une marche pacifique, conformément aux libertés garanties par la constitution du Cameroun. Les médias traditionnels et les réseaux sociaux avaient amplifié cette fausse nouvelle, qui a été démentie par des vérifications factuelles¹⁸.

2.2.2 Les groupes ethniques

Les groupes ethniques, religieux ou culturels minoritaires peuvent être victimes de désinformation dans le but de semer la division et le conflit entre les différentes communautés. Les groupes

¹⁵ Voa. (2018, 13 juillet). Amnesty dit avoir des « preuves » que l'armée est responsable dans la vidéo d'exécution au Cameroun. Voice Of America. <https://www.voaafrique.com/a/amnesty-dit-avoir-des-preuves-que-l-arm%C3%A9e-est-responsable-ans-la-vid%C3%A9o-d-ex%C3%A9cution-au-cameroun-4481149.html>

¹⁶ Ngouem, P. N. (2019, 25 juin). Cameroun : exécution sommaire de civils, sept militaires jugés pour leur « assassinat ». Le 360 Afrique. <https://afrique.le360.ma/autres-pays/societe/2019/06/25/26874-cameroun-execution-sommaire-de-civils-sept-militaires-juges-pour-leur-assassinat-26874/>

¹⁷ DataCheck. (2024, 4 avril). Henriette Ekwe n'a pas dit être prête à rejoindre l'APC si Jean Nintcheu. Data-Check. <https://data-check.org/elections-henriette-ekwe-na-pas-dit-etre-prete-a-rejoindre-lapc-si-jean-michel-nintcheu-la-contacte/>

¹⁸ Data-Check. (2024, 16 février). Fact-checking : Maurice Kamto n'a pas appelé à l'insurrection le 22 septembre 2020 | Data-Check. Data-Check. <https://data-check.org/fact-checking-maurice-kamto-na-pas-appelle-a-linsurrection-le-22-septembre-2020/>



ethniques sont le plus souvent les cibles de discours de haines qui crée une polarisation de la société. C'est ainsi qu'on assiste à un étiquetage péjoratif de « Sardinard » ou de « Tontinards » qui va conduire à une lutte violente en ligne et hors ligne avec des groupes radicalisés tels que la « Brigade Anti Sardinards » qui va en plus des cyberattaques va inciter à boycotter tous ceux et celles qui serviraient les intérêts du camp d'en face.

Les parties III et IV du rapport de l'International Crisis Group sur l'apaisement des tensions ethno-politiques au Cameroun mettent en lumière les défis posés par la désinformation ciblant les groupes ethniques¹⁹. Le rapport souligne que la désinformation en ligne, en particulier sur les plateformes de médias sociaux comme Facebook, exacerbe les tensions entre les partisans du président Paul Biya et ceux de son principal opposant, Maurice Kamto. Ces tensions, souvent exprimées sous forme d'injures ethniques, menacent la stabilité nationale dans un contexte déjà fragilisé par l'insurrection séparatiste dans les régions anglophones du pays. Pour atténuer ces tensions, le rapport recommande des réformes électorales pour corriger les déficiences du système qui auraient entachés les élections de 2018, ainsi que l'introduction de législation interdisant la discrimination ethnique. Il est également suggéré que la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme soit habilitée à appliquer des quotas pour les nombreux groupes ethniques dans les institutions publiques. En outre, il est conseillé à Facebook de collaborer avec le gouvernement, l'opposition et la société civile pour limiter le contenu inflammatoire et la propagation de fausses informations.

2.2.3 Les institutions

Ce cas est perceptible lorsque la désinformation vise des institutions par des fausses informations, qui portent sur leur fonctionnement, leur performance, leur stabilité, ou leur autorité. Les institutions peuvent être des organisations publiques ou privées, qui peuvent être contestées, dénigrées, ou déstabilisées. Dans le contexte de l'éducation au Cameroun, la diffusion d'informations incorrectes sur les salaires des enseignants du primaire qui serait de 90321 Fcfa (138 Euros)²⁰ aurait pu non seulement dévaloriser leur profession mais aussi induire en erreur le public sur les politiques éducatives du pays, ce qui pourrait entraîner des tensions sociales et un manque de confiance dans les autorités éducatives. Il est donc crucial de vérifier les informations et de promouvoir la transparence pour maintenir une société bien informée et résiliente face à la désinformation.

2.3 LES CONSEQUENCES DE LA DESINFORMATION

La désinformation peut avoir des conséquences négatives sur différents aspects de la vie sociale, politique, économique, selon les intentions, les objectifs, les stratégies, les moyens des producteurs ou des diffuseurs de fausses informations, et selon les perceptions, les opinions, les attitudes, et les comportements, des récepteurs ou des victimes de fausses informations. Parmi les conséquences les plus importantes de la désinformation, on peut citer les effets sur la paix, la démocratie et le développement.

¹⁹ Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne | Crisis Group. (2021, 14 janvier). <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/295-easing-camerouns-ethno-political-tensions-and-offline>

²⁰ DataCheck. (2024, avril 4). Education : le salaire des instituteurs au Cameroun n'est pas de 90 321 F Cfa. Data-Check. <https://data-check.org/education-le-salaire-des-instituteurs-au-cameroun-nest-pas-de-90-321-f-cfa/>

2.3.1 Conséquence sur la paix

La désinformation au Cameroun a des répercussions significatives sur la paix et la stabilité du pays. Elle contribue à exacerber les tensions politiques et sociales, menaçant ainsi la cohésion nationale. Les fausses informations peuvent polariser les débats, créer de la méfiance envers les institutions et même inciter à la violence.

Par exemple, les rumeurs et les théories du complot peuvent alimenter les conflits séparatistes ou les actes de terrorisme, ce qui entrave les efforts de paix et de réconciliation. De plus, la désinformation peut affecter la politique extérieure du Cameroun, en étant utilisée comme un outil d'ingérence étrangère, ce qui peut conduire à une instabilité régionale. La lutte contre la désinformation est donc cruciale pour maintenir la paix et est essentielle pour en contrer les effets néfastes.

2.3.2 Conséquence sur la démocratie

En érodant la confiance des acteurs politiques d'une part et en faussant l'opinion, le vote des citoyens dans le processus politique d'autre part, la désinformation peut nuire à la démocratie.

La désinformation au Cameroun a des répercussions significatives sur la démocratie, affectant la confiance des citoyens dans les institutions et influençant leurs décisions politiques. La désinformation peut biaiser le choix des électeurs et saper la confiance dans les médias et l'État, ce qui peut conduire à une crise de confiance et à une rupture du contrat social. Ces facteurs contribuent à un frein à la démocratie, car ils compromettent l'intégrité électorale et la légitimité des processus démocratiques. Il est donc crucial de mettre en place des mesures pour lutter contre la désinformation et promouvoir une information vérifiable et transparente pour préserver la démocratie au Cameroun.

2.3.3 Conséquence sur développement

En affectant la croissance, la répartition, la durabilité, la qualité des ressources économiques, sociales, environnementales, dans la société, la désinformation peut freiner le développement, en entravant la production, la distribution et la consommation des biens et des services. La désinformation peut également aggraver la pauvreté, les inégalités, les injustices, les exclusions dans la population, en détériorant l'environnement, les ressources, les écosystèmes dans le territoire.

2.4 QUELQUES ACTEURS DE LA DESINFORMATION AU CAMEROUN

La désinformation implique différents acteurs, qui ont des rôles, des stratégies, des pratiques, des motivations, des compétences, et des besoins variés et parfois contradictoires, dans la production, la diffusion ou la réception de fausses informations. Parmi les acteurs les plus importants acteurs de la désinformation, on peut citer les acteurs politiques, les Médias (professionnel ou non), les acteurs étrangers.

2.4.1 Les acteurs politiques

Bien que la désinformation soit un « phénomène difficile à appréhender », elle peut émaner des plus haut représentant du pouvoir exécutif comme le souligne le rapport de l'OIF sur la lutte contre la désinformation dans les politiques publiques. Certains politiciens et partis politiques utilisent la désinformation comme un outil pour influencer l'opinion publique et obtenir un avantage



politique. Aux Etats Unis par exemple, le Washington Post a calculé que durant son mandat, 30 573 fausses allégations ou mensonges ont été diffusés par le président Donald Trump principalement via son compte Tweeter²¹.

En temps d'élections, il peut arriver que des acteurs politiques se paie le service de cyber activistes²² allant jusqu'à alimenter la haine sur fond de rivalités politiques avec des éléments d'ethnicités exacerbés et sublimés comme ce fut le cas en 2018. Le traitement de la crise anglophone sur le plan de la communication gouvernementale s'accompagne avec une dimension « intentionnelle » de l'ordre de la « propagande » avec la mise en avant de la « raison d'Etat » qui conduit à une sorte d'institutionnalisation de la désinformation par les représentants de l'Etat²³.

2.4.2 Les médias (professionnels et non professionnels)

La désinformation représente un défi majeur dans notre société hyperconnectée, où l'information circule à une vitesse sans précédent. Les journalistes et créateurs de contenu jouent un rôle crucial dans la vérification des faits et la diffusion d'informations fiables. Cependant, le manque de formation adéquate peut les rendre vulnérables à la propagation de fausses nouvelles. Les sources douteuses, souvent motivées par le sensationnalisme ou des intérêts particuliers, peuvent compromettre l'intégrité de l'information. De plus, la pression pour obtenir des scoops ou augmenter les clics peut inciter certains médias à négliger la vérification des faits. Des sites web et des plateformes de médias sociaux non réglementées peuvent aussi diffuser souvent de fausses informations dans le but de générer du trafic et de l'engagement.

Les réseaux sociaux, avec leur capacité à diffuser rapidement l'information, peuvent agir comme des catalyseurs de désinformation, amplifiant les fausses nouvelles à une échelle massive. Face à ces défis, la sensibilisation et la formation des professionnels de l'information sont essentielles.

Il est impératif que les médias s'engagent activement dans la lutte contre la désinformation. Cela implique l'adoption de méthodes rigoureuses de vérification des faits et la mise en place de politiques éditoriales qui priorisent l'exactitude sur la rapidité ou la sensation. En outre, il est important de sensibiliser le public aux dangers de la désinformation et de l'encourager à adopter un esprit critique vis-à-vis des informations qu'il consomme.

2.4.3 Les acteurs étrangers

Des acteurs étrangers peuvent également être impliqués dans la diffusion de désinformation au Cameroun, cherchant à influencer les affaires intérieures du pays à leur avantage. Le Centre d'Etude Stratégiques a identifié 189 campagnes de désinformation organisées par des puissance étrangères en 2024. Soit un bond de 400% par rapport à celles enregistrées en 2022²⁴. Dans la même cartographie, il est dit que ces campagnes auraient touchées au moins 39 pays dont le Cameroun. La Chine et la Russie financent activement des initiatives à grande échelle visant à défendre leurs objectifs géopolitiques. Ces initiatives influencent les perceptions publiques en déstabilisant les systèmes démocratiques, en soutenant les changements de régime non démocratiques en Afrique, en alimentant l'opposition envers l'Occident et les Nations Unies, et en

²¹ De La Brosse, et al. Op. Cit. P7

²² Au Cameroun la « brigade cybernétique » secrète des-pro Biya. (2018, 16 juin). Jeune Afrique. Consulté le 6 avril 2024, à l'adresse <https://www.jeuneafrique.com/1001123/politique/au-cameroun-la-brigade-cybernetique-secrete-des-pro-biya/>

²³ DataCameroon. (2023b, novembre 1). Analyse : Vers la polarisation de la désinformation en Afrique. Op. Cit.

²⁴ Studies, T. A. C. F. S. (2024, 4 avril). Cartographie de la vague de désinformation en Afrique & # 8211 ; Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique. Centre D'Études Stratégiques de L'Afrique. <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-vague-de-desinformation-en-afrique/>



créant des doutes sur les données scientifiques relatives au réchauffement planétaire, parmi d'autres effets.

2.5 QUELQUES INITIATIVES DE LUTTE CONTRE LA DESINFORMATION AU CAMEROUN

La désinformation suscite des initiatives de lutte, qui visent à prévenir, détecter, vérifier, corriger, dénoncer, sanctionner, sensibiliser, éduquer, former, à propos des fausses informations. Parmi les initiatives de lutte contre la désinformation, on peut citer les initiatives médiatiques, les initiatives citoyennes, les initiatives institutionnelles, les initiatives éducatives.

Les initiatives médiatiques sont les initiatives qui sont menées par les médias pour lutter contre la désinformation, en produisant des informations fiables, vérifiées et inclusives qui respectent les normes éthiques, déontologiques et professionnelles, en utilisant des outils, des méthodes, des techniques de vérification, de fact-checking, de data journalisme. On peut citer le **projet Désinfox-Afrique (de 2021 à 2023)**, qui vise à former des journalistes africains à la vérification des fausses informations, le **Forum international de Yaoundé sur la désinformation (2022)**, qui a réuni des acteurs médiatiques pour échanger sur les enjeux et les solutions de la désinformation.

Les initiatives citoyennes sont menées par les OSCs pour lutter contre la désinformation, en s'informant, en vérifiant, en signalant, en partageant des informations, en développant leur esprit critique, leur culture numérique, leur éducation aux médias. Au rang des initiatives citoyennes, on peut citer le **projet Talk Paix**, qui vise à renforcer les médias et la société civile au service de la paix au Cameroun, en les formant à la production d'informations fiables, vérifiées et inclusives, ainsi qu'à la promotion du dialogue et de la résolution pacifique des conflits, ce projet porté par des OSC camerounaises dont ADISI-Cameroun vise à accompagner les citoyens camerounais dans leurs ensemble pour un accès de qualité à l'information, même en temps de crise. Observatoire Pharos, au travers du projet « **lutte contre la désinformation** » s'engage dans la lutte contre la désinformation, un enjeu crucial pour le maintien de la cohésion sociale et la promotion du pluralisme. Ils organisent des ateliers et des tables rondes pour sensibiliser et former les acteurs locaux sur les conséquences néfastes de la désinformation. Ces efforts visent à renforcer les capacités des organisations locales et à apporter des réponses urgentes aux défis posés par la désinformation.²⁵

Dans le même sillage, la plateforme 237Check a été créée en 2021 avec pour mission de fournir une plateforme aux fact-checkers camerounais pour publier des articles et rapports sur diverses questions thématiques au Cameroun. 237Check offre également un soutien éditorial et une formation sur le fact-checking aux journalistes, blogueurs et créateurs de contenu camerounais.²⁶ On peut aussi dans cette catégorie citer DataCameroon qui vise à promouvoir l'accès à l'information et la transparence au Cameroun. Fondée en 2017, cette plateforme en ligne se consacre à la vérification des faits et au journalisme de données pour fournir des informations vérifiées et enrichies aux citoyens. Elle s'engage à redonner aux citoyens leur droit d'accès à l'information et à appeler à la réforme des lois sur la liberté d'accès à l'information dans le pays. DataCameroon est également un fervent défenseur de l'ouverture des données, en particulier dans les secteurs sociaux de base, et sensibilise l'État et les journalistes sur leur rôle essentiel dans la

²⁵ Observatoire Pharos. (2023, February 14). *Lutte contre la désinformation - Observatoire Pharos*. Observatoire Pharos - <https://www.observatoirepharos.com/projet/lutte-contre-la-desinformation/>

²⁶ ODIL. (2021b, December 6). *237Check - ODIL*. <https://odil.org/initiative/237check/>

démocratie. La plateforme est gérée par l'Association pour le Développement Intégré et la Solidarité Interactive (ADISI-Cameroun), qui milite pour les droits humains, notamment l'accès à l'information et la liberté d'expression.

Les initiatives institutionnelles sont les initiatives qui sont menées par les institutions, les organisations, les acteurs étatiques ou non étatiques, pour lutter contre la désinformation, en encadrant, régulant ou sanctionnant les auteurs de fausses informations, en élaborant, appliquant ou faisant respecter des normes, de droit. Parmi les initiatives institutionnelles au Cameroun dans un premier temps le code pénal camerounais qui en son article 113 stipule : « est puni d'un emprisonnement de trois (3) mois à trois (3) ans et d'une amende de cent mille (100.000) à deux millions (2.000.000) de francs, celui qui émet ou propage des nouvelles mensongères, lorsque ces nouvelles sont susceptibles de nuire aux autorités publiques ou à la cohésion nationale ».

On peut aussi citer la loi n° 2010/12 sur la cybercriminalité promulguée le 21 décembre 2010. C'est une législation clé qui définit les infractions liées à la cybersécurité et établit les mesures de lutte contre la cybercriminalité. Elle prévoit notamment en son article 78 alinéa 1 « que toute personne qui publie ou propage par voie de communications électroniques ou d'un système d'information une nouvelle sans pouvoir en rapporter la preuve de véracité ou justifier qu'elle avait de bonnes raisons de croire à la vérité de ladite nouvelle est passible d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 5 à 10 millions de francs CFA ». Cette disposition vise à lutter contre la propagation de fausses informations susceptibles de nuire à l'ordre public et à la réputation des individus.

Couplé cela, il y a l'adhésion du Cameroun à la Convention de Budapest, également connue sous le nom de Convention sur la cybercriminalité, qui est le premier traité international visant à lutter contre la cybercriminalité. Ouverte à la signature en 2001 et entrée en vigueur en 2004, la convention vise à harmoniser les lois nationales, améliorer les techniques d'enquête et augmenter la coopération internationale dans la lutte contre les crimes informatiques et Internet, y compris la pornographie infantile, les atteintes au droit d'auteur et le discours de haine.

Elle encourage également la protection des droits de l'homme en exigeant que les signataires appliquent la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme²⁷. La convention a été rédigée par le Conseil de l'Europe avec la participation d'observateurs de plusieurs pays non européens. Nous avons aussi le **Conseil national de la communication**²⁷, (CNC) du Cameroun est un organe de régulation et de consultation, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Il est placé auprès du Premier Ministre et a pour mission d'assister les pouvoirs publics dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique nationale de communication sociale. Le CNC joue également un rôle dans la promotion de la paix sociale et la lutte contre le discours de haine dans les médias. Le Conseil National de la Communication (CNC) du Cameroun utilise diverses méthodes pour surveiller la désinformation et la propagande. Voici quelques-unes de leurs actions :

²⁷ CNC – NCC – Conseil National de la communication Pour une communication responsable. (n.d.). <https://cnc.gov.cm/>



- Séminaires et Ateliers: Le CNC organise des séminaires pour renforcer les capacités des communicateurs, y compris sur les mécanismes d'éradication du discours de haine dans les médias ;
- Sanctions : Le CNC peut prononcer des sanctions contre des médias et des journalistes qui propagent des discours de haine ou de la désinformation ;
- Observation des Médias : Ils observent le fonctionnement des médias pour identifier les informations déviantes, les images choquantes, ou les propos incitant à la violence ;
- Coopération avec d'autres Organisations: Le CNC travaille en collaboration avec d'autres institutions, comme la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun, pour promouvoir les droits de l'homme dans les médias.

Ces efforts visent à maintenir un environnement médiatique responsable et à prévenir la diffusion de contenu nuisible.

Les initiatives éducatives sont menées par les éducateurs, pour lutter contre la désinformation, en sensibilisant, éduquant ou formant les apprenants, les élèves, les étudiants, à propos des fausses informations, en développant leur esprit critique, leur culture numérique, leur éducation aux médias, au travers des ressources pédagogiques et ludiques. A ce niveau on peut citer l'Association pour l'éducation à la citoyenneté numérique, connue sous le nom de DigiEduCivic, est une organisation camerounaise qui joue un rôle crucial dans la sensibilisation et la formation des jeunes à la citoyenneté numérique. Fondée en 2021, cette association s'attaque à des problèmes contemporains tels que les discours haineux, les fausses informations, et la violence basée sur le genre. Avec une équipe composée d'experts dans divers domaines, DigiEduCivic œuvre pour promouvoir un environnement numérique plus sûr et plus responsable. En outre, elle vise à encourager l'esprit critique chez les jeunes et à les former à l'entrepreneuriat numérique, contribuant ainsi au développement durable de la société camerounaise.²⁸

Tout comme DigiEduCivic, Eduk Média cherche à développer l'esprit critique des jeunes face aux médias et à l'information. Fondée en 2016, cette organisation s'efforce d'éduquer les jeunes sur les dangers potentiels de l'espace médiatique, tels que le cyberharcèlement, la cybercriminalité et la propagation de fausses nouvelles. Eduk-medias travaille pour que chaque individu soit capable de décrypter les informations audiovisuelles et de comprendre l'environnement médiatique qui l'entoure. L'association Camerounaise d'Education aux Médias (ÉDUK-MÉDIA), qui organise cette activité, a pour mission de fournir aux individus les compétences nécessaires pour utiliser les médias de manière adéquate et éthique, tout en exerçant un jugement critique sur les messages médiatique.²⁹

2.6 PERSPECTIVES DE LA DESINFORMATION AU CAMEROUN

La désinformation est un phénomène complexe et multidimensionnel, qui présente des spécificités selon les contextes culturels, politiques, économiques et sociaux. En Afrique, et plus particulièrement au Cameroun, la désinformation est un enjeu majeur pour la paix, la démocratie, le développement, en particulier dans les pays confrontés à des crises ou à des conflits. La

²⁸ ODIL. (2023, March 24). Association pour l'éducation à la citoyenneté numérique (DigiEduCivic) - ODIL. <https://odil.org/initiative/association-pour-leducation-a-la-citoyennete-numerique-digieducivic/>

²⁹ ODIL. (2021, October 18). Eduk-Medias - ODIL. <https://odil.org/initiative/eduk-medias>

désinformation implique différents acteurs, qui ont des rôles, des stratégies, des pratiques, des motivations, des compétences, des besoins, variés et parfois contradictoires, dans la production, la diffusion ou la réception de fausses informations. La désinformation suscite des initiatives de lutte, qui visent à prévenir, détecter, vérifier, corriger, dénoncer, sanctionner, sensibiliser, éduquer, former, propos des fausses informations, en utilisant des actions, des projets, des programmes, des expériences, des bonnes pratiques, et autres innovations. La désinformation appelle des recommandations, qui visent à proposer des solutions, des actions, des mesures, des stratégies, pour lutter efficacement contre les fausses informations, en tenant compte des causes, des formes, des cibles, des conséquences, des acteurs, des impacts, et des initiatives de la désinformation.

Le présent rapport d'étude se base sur les données collectées lors des rencontres régionales organisées par le projet Talk Paix, pour dresser un état des lieux de la désinformation au Cameroun, à partir du diagnostic et des propositions des acteurs locaux. Il s'agit de déceler en quoi la désinformation constitue un défi pour la paix au Cameroun et quelles sont les solutions proposées par les médias, les membres des OSC et de l'administration réunis par le projet Talk Paix.

Pour répondre à cette question centrale, nous allons dans la suite de ce rapport présenter les résultats de l'analyse des données collectées lors des rencontres régionales, en utilisant le logiciel Tropes[®], qui permet de réaliser une analyse qualitative des données textuelles. Nous allons ainsi mettre en évidence les perceptions, les opinions, les attitudes, les comportements, les besoins des acteurs locaux, par rapport à la désinformation et à ses enjeux. Nous allons également identifier les bonnes pratiques, les expériences, les innovations, des acteurs locaux, pour lutter contre la désinformation et pour promouvoir la paix au Cameroun. Nous allons enfin proposer des pistes d'action, de collaboration, de renforcement, pour soutenir les acteurs locaux, dans leur lutte contre la désinformation et pour la paix au Cameroun.



METHODOLOGIE

La méthodologie de la recherche est la partie du rapport d'étude qui décrit et justifie les choix et les procédures utilisés pour collecter, analyser et interpréter les données. Elle permet de répondre aux 5WH (Quoi? Qui? Comment? Quand? Pourquoi?). Dans ce rapport, nous avons adopté une approche méthodologique qualitative, basée sur l'analyse de contenu des rapports des rencontres régionales organisées par le projet Talk Paix. Nous allons présenter dans cette partie les éléments suivants : le corpus de données, les catégories d'analyse, les outils d'analyse et les aspects éthiques de la recherche.

Le corpus de données est l'ensemble des documents qui constituent la source principale des données de la recherche. Dans ce rapport, nous avons utilisé comme corpus de données les rapports des quatre rencontres régionales dans le cadre du projet Talk Paix. Ces rapports ont été rédigés par les organisateurs des rencontres, à partir des présentations, des débats, des recommandations qui contiennent des informations pertinentes sur les perceptions, les pratiques, les difficultés, les potentialités et les recommandations des acteurs locaux (administrations locales, médias locaux, société civile) concernant la désinformation et la paix au Cameroun. Ces rapports sont disponibles en format PDF sur le site web du projet Talk Paix et celui d'ADISI Cameroun

Les catégories d'analyse sont les concepts ou les thèmes qui orientent l'analyse des données et qui permettent de répondre aux objectifs de la recherche. Dans ce rapport, nous avons défini les catégories d'analyse suivantes, en lien avec la question générale et les objectifs spécifiques de la recherche à savoir les causes, les formes, les cibles, les conséquences, les acteurs de la désinformation, les initiatives de lutte contre la désinformation et les recommandations pour la lutte contre la désinformation : les suggestions, les propositions, les solutions, les pistes d'amélioration, les priorités, les défis, les opportunités, qui émanent des acteurs locaux pour renforcer la lutte contre la désinformation au Cameroun

Les sept premiers objectifs ayant été couverts dans partie théorique supra, nous allons plus nous attarder sur l'analyse des recommandations issus des rapports des 04 ateliers régionaux du projet TalkPaix dans les résultats et la discussion de la présente étude.

Les outils d'analyse sont les instruments ou les techniques qui servent à traiter, à organiser, à coder, à catégoriser, à synthétiser, à visualiser, à comparer, à expliquer, à interpréter les données de la recherche. Dans ce rapport, nous avons utilisé deux outils d'analyse principaux : Tropes[®] et le modèle SWOT.

Le logiciel Tropes[®] est un logiciel d'analyse qualitative des données, qui permettent de gérer, de classer, de coder, de requêter, de modéliser et de visualiser des données textuelles. Nous avons utilisé ce logiciel pour importer, requêter et visualiser les recommandations issues des rapports des rencontres régionales, en utilisant les catégories d'analyse définies précédemment. Nous avons



ainsi pu extraire, regrouper, comparer et synthétiser les informations pertinentes contenues dans les rapports, en fonction des objectifs de la recherche.

Le modèle SWOT est un outil d'analyse stratégique, qui permet d'évaluer les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces d'un projet, d'une organisation, d'un secteur. Nous avons utilisé ce modèle pour analyser la situation de la lutte contre la désinformation au Cameroun, en utilisant les résultats de l'analyse de contenu des rapports des rencontres régionales. Nous avons ainsi pu identifier deux (02) Univers de référence des recommandations issues des rencontres régionales, ressorties les propositions remarquables, ainsi que les forces, faiblesse, menaces et opportunités de ces propositions pour la lutte contre la désinformation au Cameroun.

Les aspects éthiques de la recherche sont les principes ou les règles qui garantissent le respect des droits, des intérêts, de la dignité et de l'intégrité des personnes, des groupes, des institutions ou des acteurs sociaux impliqués ou concernés par la recherche. Dans ce rapport, nous avons respecté les aspects éthiques suivants :

- Le respect des droits d'auteur : nous avons cité les sources des données, des informations, des idées, des citations, utilisées dans le rapport, en suivant les normes APA (American Psychological Association)
- La protection des données personnelles : nous avons veillé à la confidentialité, à la sécurité et à la qualité des données collectées, analysées et présentées dans le rapport, en évitant toute divulgation, altération ou falsification

Nous reconnaissons enfin le caractère perfectible de ce rapport et sommes ouverts à toute pistes d'améliorations qui pourraient être soulevées.



RESULTATS ET DISCUSSION

En tout, les rencontres régionales auront produit 63 recommandations clés soit 23 à Garoua, 17 à Yaoundé, 15 à Limbe et 08 à Bafoussam.

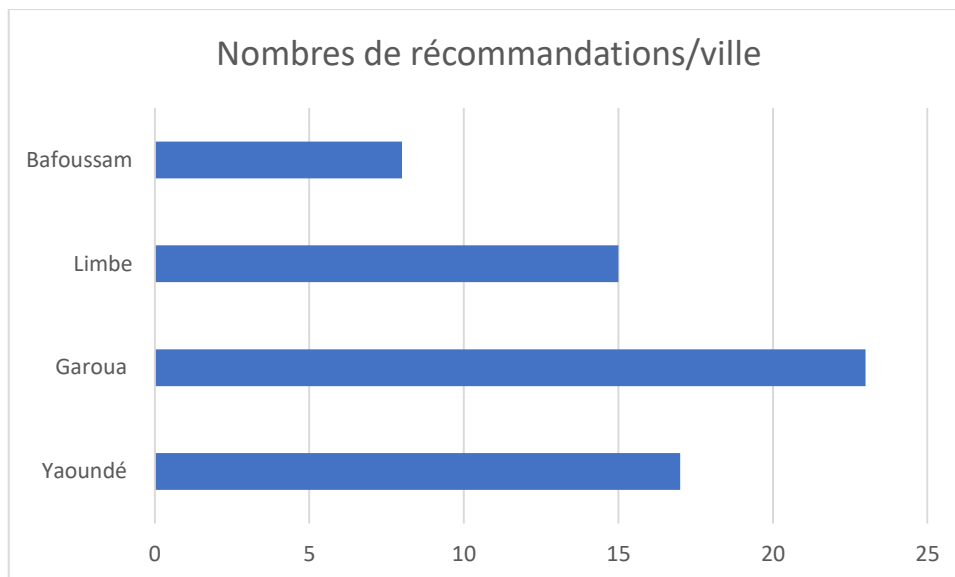


Figure 1 : Nombre de recommandations par atelier

Ces recommandations ont été formulées par 86 participants issus de 3 secteurs d'activités principaux et résidant dans 08 villes différentes.

4.1 PROFIL DES PARTICIPANTS

Une observation de la répartition des participants aux quatre rencontres régionales du projet Talk Paix révèle une participation majoritaire d'hommes, avec 51 participants contre 35 femmes, sur un total de 86 personnes. Cette distribution peut refléter les dynamiques sociétales concernant l'engagement des genres dans les initiatives de paix, où souvent, les hommes sont plus présents dans les espaces publics et de décision. Cependant, la présence significative de femmes indique aussi une implication notable et encourageante, étant donné leur rôle à jouer dans la collecte d'information en temps de crise.

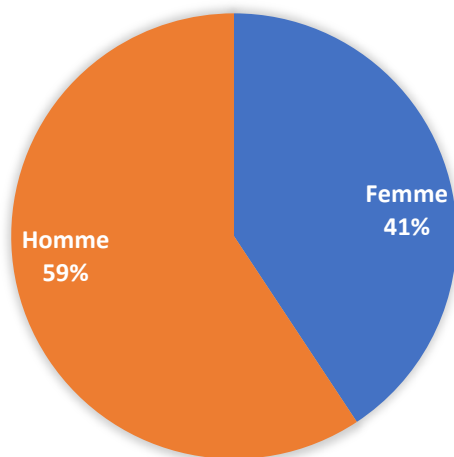


Figure 2 : Ventilation des participants par sexe

L'analyse de la répartition des participants aux quatre rencontres régionales du projet Talk Paix révèle une participation multisectorielle, ce qui est essentiel pour une discussion inclusive. Les médias représentent la plus grande proportion avec 48%, les organisations de la société civile et les ONG locales constituent 35%, et les administrations, avec 17%. Cette répartition montre un équilibre entre les différents acteurs, chacun apportant une perspective unique et essentielle aux différentes rencontres.

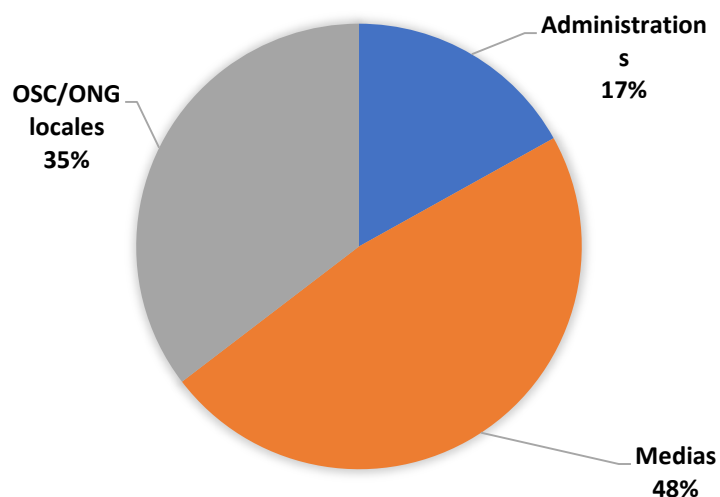


Figure 3 : répartition des participants par catégorie

La répartition des participants aux quatre rencontres régionales du projet Talk Paix montre une participation variée selon les villes de résidence. Bamenda, dans la région du Nord-Ouest, a enregistré le plus grand nombre de participants avec 22 personnes, suivie de près par Yaoundé, la capitale située dans la région du Centre, avec 21 participants. Les villes de la région du Sud-Ouest ont également montré un engagement significatif, avec Buea en tête avec 17 participants. Il faut aussi noter la présence des participants issus des régions du Nord et de l'Extrême Nord. Cette

diversité géographique des participants souligne l'importance et la portée nationale du projet Talk Paix.

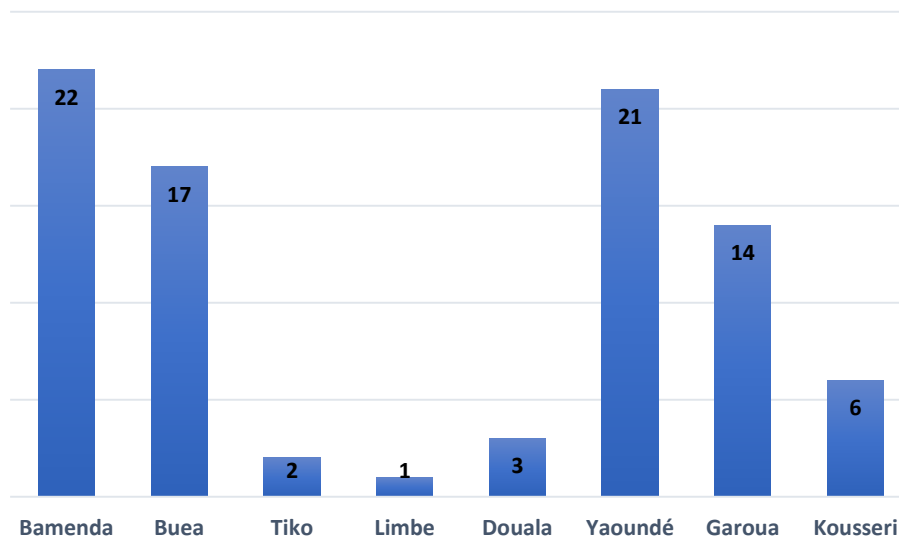


Figure 4 : répartition par ville de résidence

4.2 ANALYSE DANS TROPES[®] 8.4

Tropes[®] a été initialement développé par Pierre Molette et Agnès Landré, sur la base des travaux de Rodolphe Ghiglione. C'est un outil qui permet de faire l'ossature d'un corpus, c'est-à-dire son sens. Ceci suppose un ensemble théorique qui rende compte à la fois de l'économie textuelle des énoncés et de l'économie cognitive des énonciateurs. Tropes[®] permet de ressortir dans un corpus donné les principaux acteurs à l'œuvre, la structure des relations qui les lie et la hiérarchie de ces relations ainsi que leurs évolutions³⁰.

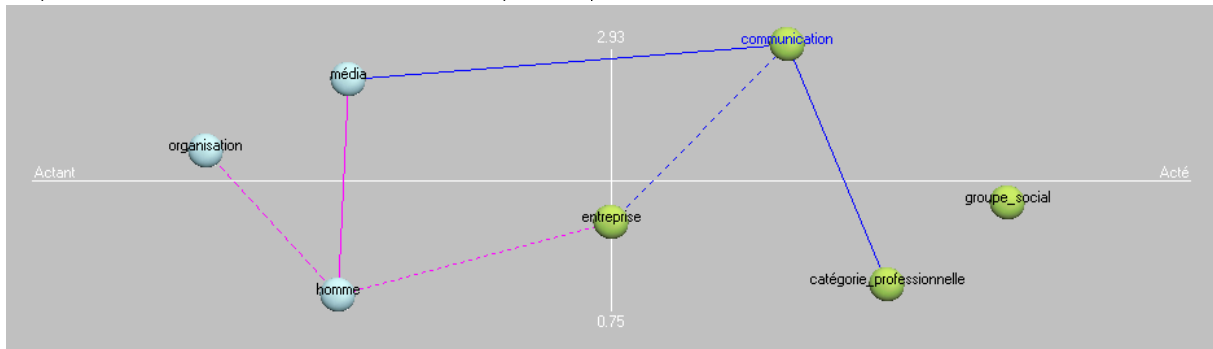
4.2.1 Univers de référence :

Les Références représentent le contexte. Elles regroupent, dans des classes d'équivalents, les principaux substantifs du corpus analysé qui ici est l'ensemble des 63 recommandations enregistrées lors des rencontres régionales. Le logiciel a détecté les Références en utilisant trois niveaux de représentation. L'affichage des Références et de leurs Relations conduit au cœur du verbatim. Ainsi vont apparaître, par importance décroissante, tous les acteurs, objets, choses et concepts mis en scène dans le corpus.

³⁰Tropes[®] version 8.4, Manuel de référence. (2013, mai 17). Récupéré sur Tropes: www.tropes.fr

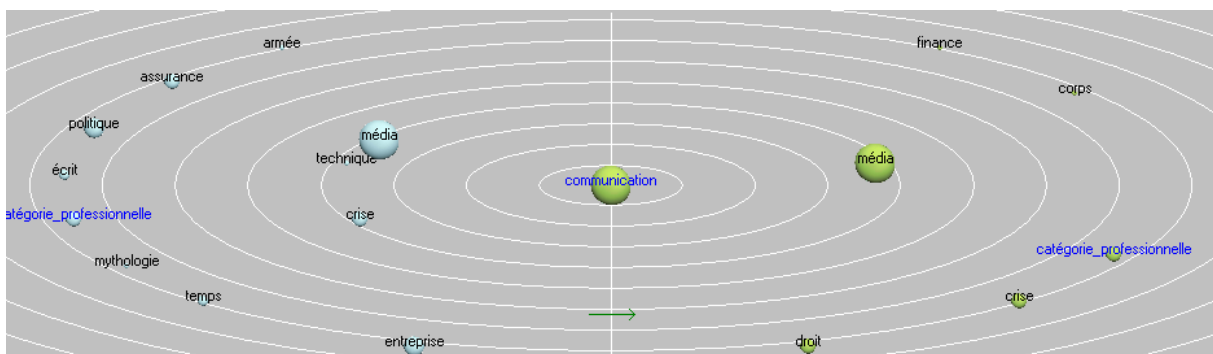
4.2.1.1 Univers de référence 1 : Communication

Le premier univers de référence identifié par Tropes[®] est la communication.



Cette figure représente la concentration de relations entre acteurs. Il permet de faire une comparaison visuelle du poids des relations entre les principales références. L'axe des X (horizontal) indique le taux actant/acté (de gauche à droite). L'axe des Y (vertical) indique la concentration de relations pour chaque référence affichée. Les traits indiquent les relations entre la variable sélectionnée et les autres références affichées. Un trait en pointillé indique une relation peu fréquente. Seules les références présentant un grand nombre de relations sont représentées sur le graphe.

Ainsi, on se rend compte que, pour les participants aux rencontres régionales, les personnels des médias ont une incidence directe sur la communication en tant que catégorie professionnelle. Cela peut sembler redondant et évident, mais transpire de la responsabilité forte donnée aux médias comme actant sur la communication dans la lutte contre la désinformation. C'est pourquoi les entreprises et organisations médiatiques doivent veiller à ce qu'elles produisent comme information pour éviter d'avoir des répercussions néfastes sur les différents groupes sociaux en action. Comme le démontre la représentation en aires ci-dessous



Sur la figure 2, chaque Référence est représentée par une sphère dont la surface est proportionnelle au nombre de mots qu'elle contient. La distance entre la classe centrale et les autres Références est proportionnelle au nombre de relations qui les lient : autrement dit, lorsque deux Références sont proches elles ont beaucoup de relations en commun, et lorsque qu'elles sont éloignées elles n'ont que peu de relations en commun. La figure 2 permet d'analyser l'environnement d'une Référence ou d'une catégorie.

Tout comme sur la figure 1 on remarque une proximité entre la communication et les médias, mais on observe une gravitation un peu éloignée de la politique ou du politique ainsi que de l'armée et les finances. Dans un contexte de lutte contre la désinformation, il est plus que jamais important

de ne pas occulter le rôle satellitaire des Force de Défense et de Sécurité, du gouvernement sans toutefois oublier le nerf de la guerre. Ceci dit, il est clair que les participants aux rencontres régionales Talk Paix ont en esprit que la lutte contre la désinformation passe par la considération de ces acteurs qui peuvent selon les cas et les contextes booster ou saper les efforts de cette lutte.

4.2.1.2 Univers de référence 2 : Journalisme

Le deuxième univers de référence identifié par Tropes[®] à partir du corpus des recommandations est le journalisme.

Dans la figure 3 on se rend compte que le journaliste est perçu par les participants comme l'acteur principal de la lutte contre la désinformation. Il doit interagir avec différents autres acteurs, traiter les informations même en temps de crise pour équilibrer la communication sociale.

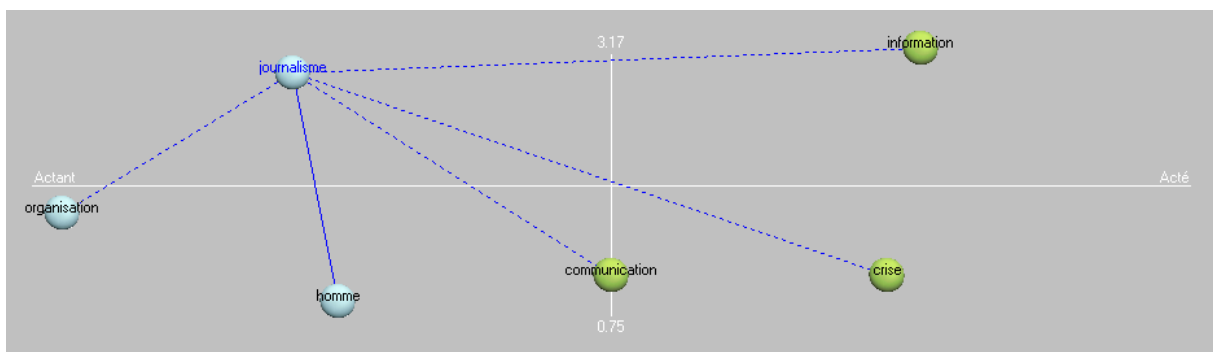


Figure 7 : Graphe acteurs univers de références 2.

Il ressort aussi des recommandations compilées que le journaliste doit mettre en relation les personnes afin d'apporter des solutions durables aux dirigeants pour la lutte contre la désinformation. Ces différentes solutions envisagées couvrent un large éventail de thématiques telles que la censure et une bonne gestion de l'information et des médias locaux ou internationaux.

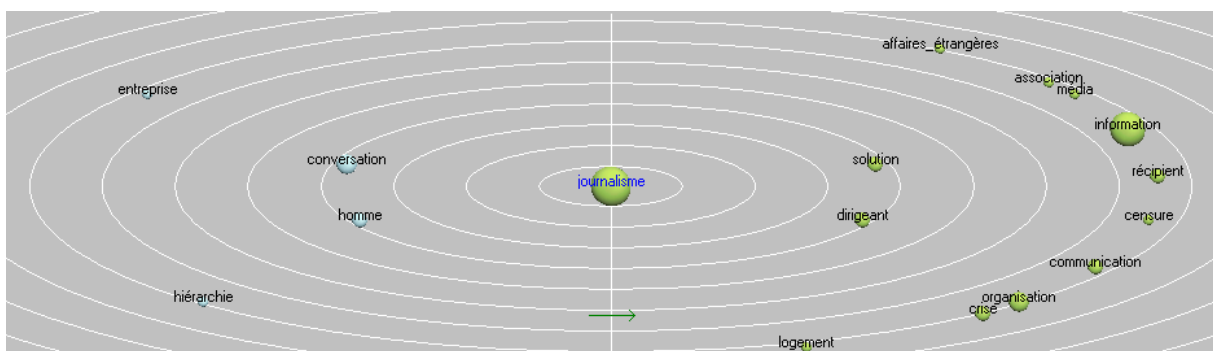


Figure 8 : Aires de l'univers de référence 2

4.2.2 Propositions remarquables

Sur les 63 recommandations acquises lors de ces rencontres Tropes[®] en a ressorti 10 propositions remarquables qui en résument les parties les plus caractéristiques. Le traitement de ces dernières sur Excel nous a permis de ressortir deux types de recommandations : les recommandations générales regroupées en cinq thématiques et celles propres à chaque région.

4.2.2.1 Recommandations générales :

Ici se retrouvent les recommandations qui avaient des occurrences dans plus d'une région. Elles ont permis de confirmer les besoins nationaux en termes de lutte contre la désinformation ainsi que les axes prioritaires sur lesquels les différentes parties prenantes doivent s'appuyer pour soit créer des initiatives d'envergure nationale pertinentes soit mettre sur pied des politiques publiques efficaces devant endiguer le phénomène.

4.2.2.1.1 Éducation et Formation :

- **Sensibiliser** les journalistes sur leur rôle dans la société, en tant qu'influenceurs sur les réseaux sociaux et éducateurs de masse.

Les journalistes jouent un rôle crucial en tant qu'influenceurs et éducateurs. Ils ont la capacité de façonner l'opinion publique et de promouvoir le dialogue social. Il est essentiel de les sensibiliser à l'impact de leur travail sur la société. Cela implique une prise de conscience de la responsabilité éthique qui accompagne leur pouvoir d'influencer, ainsi que la nécessité de maintenir une approche équilibrée et factuelle dans la diffusion de l'information.

- **Former** continuellement les journalistes pour qu'ils restent à jour avec les évolutions du métier et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Avec l'évolution rapide des métiers du journalisme et des technologies de l'information, il est impératif que les journalistes soient formés de manière continue. Cela leur permet de rester compétents dans l'utilisation des nouveaux outils numériques et des plateformes de médias sociaux, tout en renforçant leurs compétences en matière de recherche, de vérification des faits et de narration. La formation continue est un investissement dans la qualité du journalisme et dans la capacité des professionnels des médias à s'adapter aux changements de leur environnement de travail

- **Organiser** des programmes d'éducation aux médias dans les établissements scolaires, secondaires et supérieurs.

L'intégration de programmes d'éducation aux médias dans les curriculums scolaires et universitaires est fondamentale pour préparer les jeunes générations à naviguer dans le paysage médiatique complexe d'aujourd'hui. Ces programmes visent à développer l'esprit critique des élèves et étudiants, à les rendre conscients des biais potentiels et à les équiper pour distinguer les informations fiables des fausses nouvelles. L'éducation aux médias contribue à créer une société mieux informée et plus résiliente face à la désinformation.

4.2.2.1.2 Collaboration et réseautage médias x société civile x Etat :

- **Créer** des passerelles entre la société civile, les médias et les administrations locales pour obtenir des informations authentiques.

Cette recommandation vise à établir une communication transparente et directe entre les différents acteurs de la société pour garantir l'accès à des informations vérifiées et fiables. En connectant ces entités, on peut faciliter le partage d'informations, encourager la participation citoyenne et renforcer la confiance dans les médias et les institutions gouvernementales.

- **Établir** des plateformes de collaboration et des réseaux de soutien pour les journalistes.



Il est essentiel de fournir aux journalistes les ressources et le soutien nécessaires pour mener à bien leur travail d'investigation et de reportage. Les plateformes de collaboration peuvent offrir des outils, des formations et un espace pour partager des expériences et des meilleures pratiques, tandis que les réseaux de soutien peuvent aider à protéger les journalistes contre la censure et les représailles.

- **Organiser** des rencontres entre journalistes et responsables de médias pour discuter de l'importance du fact-checking et des politiques éditoriales responsables.

Ces rencontres seront cruciales pour souligner l'importance du fact-checking et pour promouvoir des politiques éditoriales qui respectent l'éthique journalistique. Elles permettront également de discuter des défis actuels, tels que la désinformation et les fake news, et de trouver des solutions pour y remédier tout en préservant l'intégrité et l'indépendance de la presse.

4.2.2.1.3 Sécurité :

- **Assurer** la sécurité des journalistes sur le terrain en leur fournissant une formation sur la sécurité numérique et en adoptant des stratégies pour minimiser les risques.

Pour garantir la sécurité des journalistes sur le terrain, il est crucial de leur fournir une formation approfondie sur la sécurité numérique. Cela inclut l'apprentissage des meilleures pratiques pour la protection des communications, la gestion sécurisée des données et la sensibilisation aux cybermenaces. Des ateliers pratiques peuvent être organisés pour enseigner aux journalistes comment chiffrer leurs emails, utiliser des réseaux privés virtuels (VPN) et sécuriser leurs appareils contre les logiciels malveillants.

En outre, il est primordial qu'ils puissent adopter des stratégies pour minimiser les risques pour leur sécurité. Cela peut impliquer la planification minutieuse de leurs déplacements, l'utilisation d'équipements de protection individuelle, et la mise en place de protocoles d'urgence en cas d'incident. Il est également important de réaliser des évaluations régulières des risques pour adapter les stratégies en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain.

- **Encourager** l'autocensure comme moyen de sécurité, surtout dans les zones de crise.

Encourager l'autocensure peut être une stratégie controversée, mais dans certaines zones de crise, cela peut devenir une nécessité pour la protection des journalistes. Cela signifie faire preuve de prudence dans la publication d'informations qui pourraient mettre en danger la vie ou la sécurité des journalistes ou de leurs sources. L'autocensure doit être pratiquée avec discernement pour éviter de compromettre la liberté de la presse et le droit à l'information.

4.2.2.1.4 Transparence et Responsabilité :

- **Promouvoir** la transparence dans la communication en période de crise.

La transparence est cruciale en période de crise pour maintenir la confiance du public et éviter la propagation de rumeurs. Cela implique une communication claire, honnête et régulière de la part des autorités et des organisations. Les informations doivent être accessibles et vérifiables, permettant ainsi aux citoyens de comprendre la situation et les mesures prises. La transparence peut également inclure la mise à disposition de données et de sources, ainsi que la reconnaissance des incertitudes et des limites des connaissances actuelles.



- **Plaider** pour l'application du cadre juridique en matière de désinformation pour responsabiliser ceux qui diffusent de fausses informations.

L'application d'un cadre juridique contre la désinformation est essentielle pour responsabiliser les individus et les entités qui diffusent sciemment de fausses informations. Cela peut inclure les textes sur la cybercriminalité au Cameroun ainsi que des mécanismes de surveillance et de signalement. Il est important que ces mesures respectent la liberté d'expression et encouragent une approche équilibrée qui cible la désinformation sans supprimer le débat légitime. La collaboration avec les plateformes de médias sociaux et les vérificateurs de faits peut également jouer un rôle clé dans l'identification et la réduction de la propagation de fausses informations.

4.2.2.1.5 Engagement Citoyen :

- **Promouvoir** la citoyenneté numérique et le dialogue ouvert entre les différentes composantes de la société.

La citoyenneté numérique est essentielle dans une ère où l'internet joue un rôle central dans la communication et l'accès à l'information. Elle implique l'utilisation responsable et éthique des technologies numériques par les citoyens, qui doivent être conscients de leurs droits et devoirs en ligne. Le dialogue ouvert entre les différentes composantes de la société est crucial pour favoriser la compréhension mutuelle et résoudre les conflits. Cela peut être encouragé par des plateformes en ligne qui facilitent les échanges entre divers groupes, en promouvant la transparence et en permettant une participation plus large dans les débats publics.

- **Encourager** les blogueurs et les OSC à s'engager dans les efforts de paix et à contribuer à la lutte contre la désinformation.

Les blogueurs et les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle important dans la création d'un environnement médiatique plus fiable et pacifique. En s'engageant dans les efforts de paix, ils peuvent aider à réduire les tensions et à promouvoir la compréhension entre les communautés. De plus, leur contribution est vitale dans la lutte contre la désinformation, car ils peuvent utiliser leurs plateformes pour diffuser des informations vérifiées et contrer les fausses nouvelles. En fournissant des analyses et des perspectives diversifiées, ils enrichissent le discours public et renforcent la résilience de la société face aux tentatives de manipulation de l'information.

4.2.2.2 Recommandations spécifiques aux Régions :

Contrairement aux recommandations générales qui ont des prétentions nationales, celles-ci sont unique parce qu'ayant émergé dans une seule région. Elles sont donc des niches à exploiter sur le plan local, spécifiquement dans ces régions pour contrecarrer la désinformation ainsi que ses conséquences néfastes. Ces besoins spécifiques, mettent en exergue, les mouvances et tendances propres à ces régions en fonction des défis auxquels font face les différents acteurs qui se meuvent dans ces zones.



4.2.2.2.1 Garoua :

- **Sensibiliser** à l'importance du fact-checking.

Dans la région du Nord, la sensibilisation au fact-checking est parue cruciale pour combattre la désinformation. Dans ce sens des ateliers et des campagnes d'éducation peuvent être mis en place pour enseigner aux citoyens et aux journalistes comment vérifier les faits et distinguer les informations fiables des rumeurs ou des fausses nouvelles.

Ces initiatives locales pourraient inclure la formation de vérificateurs de faits dans les écoles et les universités, ainsi que la collaboration avec les médias locaux pour promouvoir les pratiques de vérification des informations.

La culture des régions septentrionales du Cameroun, riche en traditions et en histoire, peut être intégrée dans les stratégies de communication pour rendre le fact-checking plus pertinent et accessible. Par exemple, l'utilisation de contes traditionnels ou de proverbes locaux pour illustrer l'importance de la véracité de l'information.

- **Prendre** en compte les questions de genre dans le traitement de l'information.

Il est paru essentiel aux participants de Garoua d'intégrer une perspective de genre dans le traitement de l'information pour assurer une représentation équitable des sexes. Cela peut impliquer la formation des journalistes sur les biais de genre et la manière de les éviter dans leur reportage ou pour les organisations locales d'encourager la participation des femmes dans les médias et soutenir les initiatives qui mettent en lumière les problèmes spécifiques aux femmes et aux filles dans la région. Tout ceci doit se faire en tenant compte les structures sociales et des normes culturelles, les campagnes de sensibilisation peuvent être adaptées pour respecter les valeurs locales tout en promouvant l'importance de l'information précise et vérifiée. Cela peut aider à gagner la confiance et l'engagement de la communauté dans les efforts de lutte contre la désinformation.

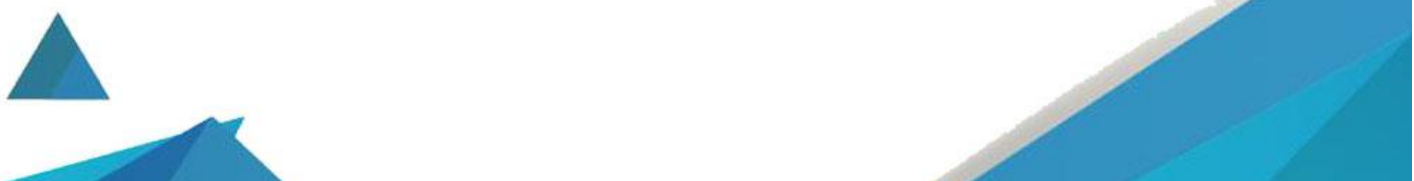
4.2.2.2.2 Limbe :

- **Créer** de sujets d'information indépendants.

L'établissement de plateformes d'information indépendantes est crucial pour offrir une alternative aux médias traditionnels, souvent influencés par des intérêts politiques ou commerciaux. Ces nouveaux sujets d'information peuvent jouer un rôle déterminant dans la lutte contre la désinformation en fournissant des analyses objectives et vérifiées, enracinées dans les réalités locales et les préoccupations des citoyens. En outre, ils peuvent contribuer à renforcer la démocratie en offrant un espace pour le débat public et en donnant une voix aux groupes marginalisés.

- **Protéger** les sources.

Les participants de Limbé ont jugé pertinent de mettre en avant une approche sensible et informée qui est nécessaire pour aborder les questions de sécurité, en tenant compte des dynamiques sociales et des conflits existants, afin de ne pas exacerber les tensions et de promouvoir la paix et la cohésion sociale. La sécurité des sources est fondamentale pour maintenir l'intégrité du journalisme dans la région des régions en proie aux crises. Les journalistes doivent pouvoir garantir l'anonymat de leurs sources, surtout lorsqu'il s'agit de sujets sensibles ou controversés. Cela nécessite non seulement des lois et des réglementations solides pour protéger les lanceurs d'alerte



et les informateurs, mais aussi la mise en place de pratiques et de technologies qui assurent la confidentialité des communications et la protection des données personnelles.

4.3 ANALYSE SWOT

Pour mieux juger de la pertinence de ces propositions et de leurs ancrages dans le paysage camerounais. Nous avons procédé à l'analyse stratégique du projet Talk Paix en général dans lequel s'inscrit ces recommandations.

<p>Forces (Strengths) :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Formation des professionnels des médias : Les ateliers ont permis de former des journalistes et responsables éditoriaux à la vérification des faits et à la production d'informations fiables.2. Focus sur les zones de crise : Le projet s'est déployé dans des régions en crise, ce qui est crucial pour lutter contre la désinformation dans des contextes sensibles.3. Collaboration avec des médias de grande audience : La sélection de dix médias de grande audience permet d'avoir un impact significatif sur la qualité de l'information diffusée.	<p>Faiblesses (Weaknesses) :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Limitation géographique : Bien que le projet ait touché différentes aires géographiques, il pourrait être étendu à d'autres zones du pays pour un impact plus large.2. Dépendance aux médias sélectionnés : Le succès du projet repose sur la participation active des médias choisis. Si certains ne s'engagent pas pleinement, cela pourrait limiter les résultats.
<p>Opportunités (Opportunities) :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Sensibilisation accrue du public : Les médias formés peuvent contribuer à sensibiliser le public sur l'importance de vérifier les informations et de lutter contre la désinformation.2. Partenariats avec la société civile : Impliquer davantage les jeunes et la société civile dans l'éducation aux médias et la lutte contre les infox pourrait renforcer l'impact du projet.	<p>Menaces (Threats) :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Résistance au changement : Certains médias pourraient résister aux nouvelles méthodes de vérification des faits, préférant des approches traditionnelles.2. Manque de ressources : La durabilité du projet dépendra de la disponibilité continue des ressources financières et humaines.



CONCLUSION

La conduite de cette étude a mis en lumière les potentialités destructrices des manœuvres manipulatrices de la désinformation. Quels que soient les acteurs ou les formes que prendraient ces capsules, elles ont pour résultats la destruction du tissu social, le fourvoiement des populations et parfois la perte de confiance en les institutions publique. Dans un contexte où la désinformation a le vent en poupe, il était plus que jamais important de proposer des pistes de solution venant du terrain en utilisant l'approche bottom up. C'est justement ce qu'a fait le projet TALK PAIX, qui est même allé plus loin en mettant en synergie des acteurs issues de différents backgrounds avec une grande représentativité des médias et des acteurs de la société civile.

Les observations de Nga Ndongo en 1993 révèlent que la désinformation, considérée comme un phénomène social, existe depuis plus longtemps qu'on ne le croit généralement. Ce qui est inédit, c'est que l'ère numérique a fourni à différents acteurs les outils nécessaires pour créer, partager et renforcer des informations fallacieuses ou partiales pour des objectifs politiques, idéologiques ou commerciaux, le tout à une vitesse et une portée, ainsi qu'avec un public jamais atteints auparavant³¹.

En résumé, le projet TALK PAIX a le potentiel de contribuer à la stabilité et à la cohésion nationale au Cameroun en renforçant la qualité de l'information diffusée par les médias et en sensibilisant le public à la désinformation. Les recommandations issues des ateliers régionaux sur la désinformation du projet TALK PAIX au Cameroun sont essentielles pour renforcer la capacité des médias à produire une information fiable et vérifiée. Elles soulignent de l'importance de la collaboration, de l'éducation et de la sensibilisation pour lutter contre la désinformation et améliorer la qualité du journalisme dans toutes les régions du Cameroun.

Cependant dans un monde en mutation constante, à l'ère du 3.0 et de la génération Z, en plus des initiatives telles que les rencontres régionales, il est plus que jamais important de penser à des mécanismes de propositions digitaux qui épouseront le contexte ultra rapide de partage des données mais aussi la culture de la génération montante. Parce que la lutte contre la désinformation est une histoire de tous et de chacun, il aussi important personne ne soit laissé derrière dans cette lancée.

³¹ SAA NGOUANA, R. (2022). *Op. Cit.* P3



REFERENCES

DataCameroon. (2023, 1 novembre). *Analyse : Vers la polarisation de la désinformation en Afrique*. DataCameroon. <https://datacameroon.com/analyse-vers-la-polarisation-de-la-desinformation-en-afrique/>

Académie française. (2021). *Dictionnaire de l'Académie française*. Consulté le 8 février 2024 sur <https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9D191>

Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*. Council of Europe. P5 Consulté le 13 février 2024 sur <https://rm.coe.int/information-disorder-toward-an-interdisciplinary-framework-for-research/168076277c>

De La Brosse, R., Furnémont, J.-F., & Ousmane, A. (S. D.). *La Lutte Contre La Désinformation Dans Les Politiques Publiques Francophones : État Des Lieux Comparatif*. Organisation Internationale de la Francophonie.

SAA NGOUANA, R. (2022). *Comprendre et combattre la désinformation*. Le Centre africain d'Études Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES). Récupéré sur <https://www.ceides.org/wp-content/uploads/2022/12/Comprendre-et-combattre-la-desinformation.-pdf-1.pdf>

Studies, T. a. C. F. S. (2023, February 9). *Cartographie de la désinformation en Afrique – Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique*. Centre D'Études Stratégiques De l'Afrique. <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-desinformation-en-afrique/>

Gatanazi, E. (2023, March 23). *Campagne de désinformation au Niger, un lien avec Wagner?* dw.com. <https://www.dw.com/fr/niger-campagne-de-desinformation/a-65099054>

Lazer, D., Baum, M., Benkler, Y., Berinsky, A. J., Greenhill, K. M., Menczer, F., Metzger, M. J., Nyhan, B., Pennycook, G., Rothschild, D., Schudson, M., Sloman, S. A., Sunstein, C. R., Thorson, E., Watts, D. J., & Zittrain, J. (2018). *The science of fake news*. *Science*, 359(6380), 1094–1096. <https://doi.org/10.1126/science.aao2998>

Jack, C. (2017, August 9). *Lexicon of lies*. Data & Society. <https://datasociety.net/library/lexicon-of-lies/>

Benkler, Y., Farris, R., & Roberts, H. (2018). *Network propaganda*. In Oxford University Press eBooks. <https://doi.org/10.1093/oso/9780190923624.001.0001>

Tandoc Jr, E. C., Lim, Z. W., & Ling, R. (2017). *Defining "fake news"*. *Digital journalism*, 6(2), 137-153.

Allcott, H., & Gentzkow, M. (2017). *Social media and fake news in the 2016 election*. *Journal of Economic Perspectives*, 31(2), 211-236. Consulté le 9 février 2024 sur <https://web.stanford.edu/~gentzkow/research/fakenews.pdf>

Adisi-Cameroun. (2022, 19 décembre). *Rapport sur la Désinformation*. ADISI - CAMEROUN. <https://adisicameroun.org/2022/12/19/rapport-sur-la-desinformation/n P5>

Voa. (2018, 13 juillet). *Amnesty dit avoir des « preuves » que l'armée est responsable dans la vidéo d'exécution au Cameroun.* Voice Of America. <https://www.voaafrique.com/a/amnesty-dit-avoir-des-preuves-que-l-arm%C3%A9e-est-responsable-ans-la-vid%C3%A9o-d-ex%C3%A9cution-au-cameroun-/4481149.html>

Ngouem, P. N. (2019, 25 juin). *Cameroun : exécution sommaire de civils, sept militaires jugés pour leur « assassinat ».* Le 360 Afrique. <https://afrique.le360.ma/autres-pays/societe/2019/06/25/26874-cameroun-execution-sommaire-de-civils-sept-militaires-juges-pour-leur-assassinat-26874/>

DataCheck. (2024, 4 avril). *Henriette Ekwe n'a pas dit être prête à rejoindre l'APC si Jean Nintcheu.* Data-Check. <https://data-check.org/elections-henriette-ekwe-na-pas-dit-etre-prete-a-rejoindre-lapc-si-jean-michel-nintcheu-la-contacte/>

Data-Check. (2024, 16 février). *Fact-checking : Maurice Kamto n'a pas appelé à l'insurrection le 22 septembre 2020 |* Data-Check. Data-Check. <https://data-check.org/fact-checking-maurice-kamto-na-pas-appelle-a-linsurrection-le-22-septembre-2020/>

Apaiser les tensions ethnopolitiques au Cameroun, en ligne et hors ligne | Crisis Group. (2021, 14 janvier). <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/295-easing-camerouns-ethno-political-tensions-and-offline>

DataCheck. (2024, avril 4). *Education : le salaire des instituteurs au Cameroun n'est pas de 90 321 F Cfa.* Data-Check. <https://data-check.org/education-le-salaire-des-instituteurs-au-cameroun-nest-pas-de-90-321-f-cfa/>

Au Cameroun la « brigade cybernétique » secrète des-pro Biya. (2018, 16 juin). Jeune Afrique. Consulté le 01 avril 2024, à l'adresse <https://www.jeuneafrique.com/1001123/politique/au-cameroun-la-brigade-cybernetique-secrete-des-pro-biya/>

Studies, T. A. C. F. S. (2024, 4 avril). *Cartographie de la vague de désinformation en Afrique & # 8211 ;* Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique. Centre D'Études Stratégiques de L'Afrique. <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-vague-de-desinformation-en-afrique/>

CNC – NCC – Conseil National de la communication Pour une communication responsable. (n.d.). <https://cnc.gov.cm/>

ODIL. (2023, March 24). *Association pour l'éducation à la citoyenneté numérique (DigiEduCivic)* - ODIL. <https://odil.org/initiative/association-pour-leducation-a-la-citoyennete-numerique-digieducivic/>

ODIL. (2021, October 18). *Eduk-Medias* - ODIL. <https://odil.org/initiative/eduk-medias>

ANNEXES

- Rapport rencontre régionale du Nord-Ouest tenue à Bafoussam: <https://adisicameroun.org/wp-content/uploads/2024/04/Rapport-rencontre-regionale-de-Bafoussam.pdf>
- Rapport rencontre régionale du centre tenue à Yaoundé : <https://adisicameroun.org/wp-content/uploads/2024/04/Rapport-rencontre-regionale-du-centre.pdf>
- Rapport de la rencontre régionale du Sud-Ouest tenue à Limbé: <https://adisicameroun.org/wp-content/uploads/2024/04/REPORT-ON-THE-SOUTHWEST-REGIONAL-MEETING-BY-NAI-VONNA-FINAL.pdf>
- Rapport de la rencontre du Nord et de l'Extrême-Nord tenue à Garoua : <https://adisicameroun.org/wp-content/uploads/2024/04/RAPPORT-DE-LA-RENCONTRE-REGIONALE-DANS-LE-NORD-SUR-LA-LUTTE-CONTRE-LA-DESINFORMATION-ORGANISEE-PAR-ADISI-CAMEROUN.pdf>





DÉVELOPPEMENT
MÉDIAS

Ce rapport a été produit par ADISI-Cameroun
avec le soutien de CFI-Médias dans le cadre
du projet TalkPaix